

la première année où le gouvernement a autorisé l'exportation du gaz naturel, nous commençons seulement à acquérir les capitaux dont nous aurons besoin ces prochaines années. De toute évidence, avant d'exporter un pied cube de gaz naturel, il faut le transformer, opération qui, à elle seule, exige des capitaux considérables pour les aménagements. De plus, l'aménagement de pipe-lines, d'installations de transmission, exige aussi des capitaux.

Il est donc important que tous les députés, peu importe leur parti, disent très clairement aux États-Unis que nous allons continuer d'avoir besoin des capitaux américains au Canada. Nous ne pouvons tout avoir des deux côtés à la fois. Nous ne pouvons nous attendre à un haut niveau d'emploi et de prospérité si nous cherchons à n'employer que des capitaux canadiens. Nous devons continuer à favoriser l'afflux de nouveaux capitaux si nous voulons jouir encore dans l'avenir des bienfaits qu'assure le niveau élevé de prospérité dont nous jouissons actuellement pour la plupart. A cet égard, j'aimerais répéter les remarques que j'ai faites aux personnes avec lesquelles je me suis entretenu aux États-Unis, savoir que nous,—j'entends par là tous les Canadiens,—sommes trop souvent portés à nous considérer comme les parents pauvres de nos voisins du Sud. Nous avons du mal à saisir dans toute son ampleur le développement de notre pays, bien que les listes impressionnantes de données et de chiffres qu'on peut citer pour montrer l'envergure de notre croissance ne réussissent pas à nous convaincre.

M'est avis que chacun d'entre nous, Canadiens, a encore un important travail de vente à accomplir, non seulement aux États-Unis, mais dans les nombreux débouchés que nous comptons à l'étranger. Nous devons faire comprendre à nos gens les avantages qu'ils retireraient s'ils intensifiaient encore davantage leurs placements au Canada. Nous devrions anéantir toute illusion du contraire qui peut subsister. Si je fais valoir cet argument, c'est que je représente une région qui a encore besoin de beaucoup de capitaux. Nous devons continuer à encourager ces placements chaque fois qu'il nous est possible de le faire, et quel que soit le pays d'où ils viennent.

Une autre pensée accompagne celle-là dans mon esprit. Tout récemment, le ministre du Commerce (M. Hees) a pris une initiative comme on n'en avait pas pris depuis des années au ministère: celle de réunir ici les délégués commerciaux du Canada disséminés à travers le monde et de leur rappeler, par l'entremise du sous-ministre, qu'ils sont non pas des diplomates, mais bien des vendeurs. Nous devons comprendre que le Canada

éprouve une concurrence très serrée. Je veux parler des marchés communs d'Europe, du groupe des Six, du groupe des Sept, des blocs commerciaux de la Chine communiste et de la Russie, et de la nouvelle puissance concurrentielle des pays de l'Amérique du Sud. Les Canadiens devront, plus que jamais auparavant, sortir de leurs frontières à la recherche de clients pour leurs produits. Je félicite de nouveau le ministre du Commerce, tout comme j'ai félicité le ministre des Finances (M. Fleming), et je signale que nous, qui siégeons dans cette enceinte, de même que les Canadiens de toutes les régions du pays, sommes heureux de constater qu'on fait montre d'un même esprit d'initiative dans le domaine des échanges commerciaux.

J'ai dit que j'allais être bref, mais je tiens à bien préciser un point avant de reprendre mon siège: c'est que le budget dont nous sommes saisis, et qui vise à aiguillonner l'économie, s'appuie sur des principes bien fondés. Néanmoins, je tiens à signaler au ministre des Finances que nous souhaitons tous voir un plus grand nombre de Canadiens placer leur argent dans notre pays.

Cela se produira, je crois, si nous stimulons l'intérêt des Canadiens en leur offrant des occasions de concurrencer leurs homologues américains et étrangers. Si cet attrait est créé, je pense que le programme du gouvernement de cette partie du budget amènera des résultats encore plus heureux que ceux que nous imaginons en ce moment.

Dans la région du Canada que je représente, nous sommes à la veille de voir l'une des réalisations les plus intéressantes de tous les temps. Par exemple, nous comptons que le gouvernement annoncera bientôt une politique nationale à l'égard de la vente du pétrole. Nous avons déjà constaté les répercussions des exportations des excédents de gaz naturel et de ses sous-produits. Étant donné l'importance croissante que prend cette industrie, cette région de l'ouest du Canada n'est plus seulement connue pour son agriculture. Il nous faut faire preuve de beaucoup de confiance et d'optimisme quant à notre avenir. Nous n'avons aucune raison de nous pencher sur le passé; nous devrions seulement envisager l'avenir et les réalisations qu'entraînera la politique que j'ai préconisée et qu'a annoncée le ministre.

(Texte)

M. Samuel Boulanger (Drummond-Arthabaska): Monsieur le président, je voudrais dire quelques mots sur le budget présenté par l'honorable ministre des Finances (M. Fleming) et traiter, pendant quelques instants, de la question des produits textiles au pays.